



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

23 avril 2025

Rapport sur les résultats de la consultation

Contre-projet indirect à l'initiative populaire « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) »

Table des matières

1. Introduction	3
1.1. <i>Contexte général</i>	3
1.2. <i>Déroulement et destinataires</i>	3
1.3. <i>Aperçu des participants à la consultation</i>	3
2. Résultats de la consultation	4
2.1. <i>Avis relatifs au contre-projet indirect</i>	4
2.2. <i>Arguments pour et contre le contre-projet indirect</i>	5
3. Liste des abréviations	6
4. Liste des participants à la consultation	7

1. Introduction

1.1. Contexte général

Le 19 mars 2024, l'initiative populaire fédérale « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) » a abouti. Elle vise à introduire dans la Constitution une disposition exigeant que l'approvisionnement en électricité soit garanti en tout temps et que la Confédération attribue les responsabilités à cet effet. Le texte prévoit en outre que toute forme de production d'électricité respectueuse du climat sera autorisée. Une acceptation de l'initiative impliquerait une nouvelle répartition des compétences entre la Confédération et les cantons et la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018.

Le 28 août 2024, le Conseil fédéral a présenté les raisons pour lesquelles il rejette l'initiative et lui oppose un contre-projet indirect. La consultation porte sur les adaptations correspondantes de la loi sur l'énergie nucléaire (LENu). Les deux dispositions relatives à l'interdiction d'accorder des autorisations générales pour les nouvelles centrales nucléaires et pour les modifications de centrales nucléaires existantes doivent être abrogées sans être remplacées. Ainsi, à l'avenir, des autorisations générales pourront en principe de nouveau être accordées pour des centrales nucléaires.

1.2. Déroulement et destinataires

Le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation le 20 décembre 2024. La consultation s'est achevée le 3 avril 2025. Au total, 262 acteurs ont été invités à donner leur avis.

Les documents relatifs à la consultation et les avis sont disponibles à l'adresse suivante : www.admin.ch > Droit fédéral > Procédures de consultation > Procédures de consultation terminées > 2024 > DETEC.

1.3. Aperçu des participants à la consultation

Dans le cadre de la consultation, 173 avis ont été reçus.

Participants par catégorie	Nombre d'avis reçus
Cantons	25
Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale	8
Associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national	2
Associations faïtières de l'économie qui œuvrent au niveau national	6
Conférences cantonales	2
Commissions extraparlimentaires	3
Secteur de l'électricité	10
Industrie et services	20
Secteur des transports	3
Industrie du bâtiment	1
Organisations de défense des locataires ou des bailleurs	1
Organisations de protection des consommateurs	2
Organisations de protection de l'environnement et du paysage	22
Organisations scientifiques	1
Organisations actives dans le domaine des cleantech, des nouvelles énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique	9
Autres organisations actives dans le domaine de la politique et des techniques énergétiques	12
Villes et communes	2

Autres participants à la consultation	44
Total	173

2. Résultats de la consultation

Le présent rapport résume les avis exprimés sans prétendre à l'exhaustivité¹.

2.1. Avis relatifs au contre-projet indirect

La plupart des participants à la consultation rejettent l'initiative populaire fédérale « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) » et prennent position de manière détaillée sur le contre-projet.

Une nette majorité des cantons ainsi que la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) rejettent le contre-projet indirect. À l'inverse, les cantons d'Argovie, des Grisons, de Nidwald, de Saint-Gall, du Tessin, d'Uri, de Zoug et de Zurich soutiennent le contre-projet. Toutefois, ce soutien est, dans l'ensemble, soumis à la condition que le cadre (notamment le financement de nouvelles centrales nucléaires, la procédure d'autorisation) soit défini et que le maintien des énergies renouvelables (en particulier la force hydraulique) soit garanti.

La plupart des cantons se rallient à l'avis négatif de l'EnDK qui demande au Conseil fédéral de dresser un état des lieux stratégique et technique d'une éventuelle levée de l'interdiction d'autorisation générale pour les centrales nucléaires et de définir les conditions-cadres pour de nouvelles centrales nucléaires avant de prendre une décision aussi déterminante en matière de politique énergétique.

Parmi les partis représentés au Parlement fédéral, le PLR, l'UDF et l'UDC soutiennent le projet, tandis que Le Centre, le PVL, le PS, Les VERT-E-S, le PEV le rejettent. Les VERT-E-S ont déjà annoncé un référendum contre le contre-projet indirect.

Les organisations du secteur économique (exceptions : Union syndicale suisse) sont en grande majorité favorables au contre-projet, notamment economiesuisse, l'Union des arts et métiers, l'Union des paysans ou l'Association des entreprises électriques suisses. Pour sa part, le Centre Patronal souhaite des explications sur certains points, en particulier sur la possibilité d'autoriser de grandes installations et le potentiel des Small Modular Reactors (SMR). La Chambre du commerce et de l'industrie d'Argovie souhaiterait que le projet soit complété par une disposition prévoyant une procédure d'autorisation simplifiée pour la construction de nouvelles centrales nucléaires sur les sites des centrales nucléaires existantes. swisscleantech est également favorable au contre-projet, même si l'association regrette que l'initiative et le contre-projet relancent la discussion sur la construction de nouvelles centrales nucléaires, au lieu de se concentrer sur la mise en œuvre de la loi sur l'électricité. Néanmoins, swisscleantech soutient le contre-projet indirect du Conseil fédéral car il permet de lever l'interdiction de nouvelles autorisations générales pour des centrales nucléaires (ce qui ne figure pas tel quel dans le texte de l'initiative). L'association recommande par ailleurs d'ancrer dans la loi des critères pour les nouvelles technologies énergétiques.

Les trois grands fournisseurs d'électricité Alpiq, Axpo et BKW soutiennent eux-aussi la voie proposée par le Conseil fédéral. Les petites entreprises de la branche de l'électricité approuvent également le contre-projet indirect (Primeo, Verband Aargauischer Stromversorger). Les Forces Motrices Valai-

¹ Conformément à l'art. 8 de la loi sur la consultation (Lco ; RS 172.061), le remaniement du projet mis en consultation passe par la prise de connaissance de tous les avis exprimés, qui ont été pondérés et évalués.

sannes (FMV) rejettent le contre-projet et mettent en avant la nécessité de développer la force hydraulique. swissnuclear souhaite par ailleurs une amélioration des conditions-cadres pour l'exploitation à long terme des centrales nucléaires existantes.

Les organisations environnementales (notamment Alliance-Environnement) sont en revanche opposées au contre-projet. Le WWF, Greenpeace et les organisations pour les énergies renouvelables (AEE, Swissolar, SSES) rejettent le contre-projet. Swiss Small Hydro demande des mesures en vue de pouvoir mieux utiliser le potentiel non exploité de la force hydraulique.

Les organisations de protection des consommateurs sont divisées : le Konsumentenforum est en faveur du contre-projet indirect, alors que la Stiftung für Konsumentenschutz y est opposée.

L'association des villes et Swisspower rejettent le contre-projet et soulignent que les énergies renouvelables doivent être développées de manière systématique pour garantir la sécurité d'approvisionnement. L'association des communes renonce à prendre position.

2.2. Arguments pour et contre le contre-projet indirect

Les principaux arguments, questions et critiques avancés par les participants à la consultation contre le contre-projet indirect étaient les suivants :

- D'un point de vue de politique démocratique : depuis 2017, le peuple a confirmé la Stratégie énergétique 2050 à plusieurs reprises.
- Il convient d'examiner soigneusement et d'exposer clairement pourquoi un changement de stratégie est nécessaire au niveau de la politique énergétique.
- Quel mix énergétique le Conseil fédéral vise-t-il à moyen et long terme ?
- Comment de nouvelles centrales nucléaires peuvent-elles être intégrées judicieusement dans le futur système énergétique ?
- Quel impact aurait la construction de centrales nucléaires sur l'évolution des prix de l'électricité en Suisse ?
- L'actualisation planifiée des perspectives énergétiques offrirait la possibilité de clarifier les principales questions stratégiques et techniques.
- En raison de la complexité technique et financière de tels projets, le Conseil fédéral doit, par le biais du contre-projet indirect, soit confirmer explicitement les conditions-cadres réglementaires pour la planification et la construction d'éventuelles nouvelles centrales nucléaires, soit les redéfinir.
- Il manque des informations sur d'éventuelles adaptations de la condition d'autorisation, un possible organe responsable et le financement de nouvelles centrales nucléaires, le stockage final des substances radioactives résultant de l'exploitation de nouvelles centrales nucléaires ou les questions de responsabilité.
- De nouvelles centrales nucléaires occasionnent des coûts élevés dont le financement n'est pas clair.
- La gestion des déchets radioactifs et le stockage final constituent un véritable défi ; il reste des risques liés à la sécurité dans une Suisse densément peuplée.
- La construction de nouvelles centrales nucléaires sera longue.
- De nouvelles centrales nucléaires concurrencent le développement des énergies renouvelables.

Du côté des partisans, les arguments suivants l'emportent :

- La levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires apporte une précieuse ouverture aux différentes technologies.

- Il en résulte des options pour garantir la sécurité d’approvisionnement à l’avenir.
- Les centrales nucléaires produisent de manière fiable de l’énergie en bande.
- Les centrales nucléaires contribuent de manière significative aux importants besoins supplémentaires en électricité à l’avenir.
- Contrairement aux centrales à gaz fossile qui ne sont plus une option en raison de la politique climatique, les centrales nucléaires produisent de l’électricité en émettant peu de CO₂ et contribuent ainsi à la réalisation de l’objectif de zéro émission nette d’ici 2050.
- Les erreurs de la Stratégie énergétique 2050 doivent être corrigées.

3. Liste des abréviations

ACE	Groupe de travail « Chrétiens et Énergie »
AECA	Association des établissements cantonaux d’assurance
AES	Association des entreprises électriques suisses
AG	Argovie
AIHK	Chambre du commerce et de l’industrie du canton d’Argovie
AKU-SEA	Groupe de travail « Climat et Environnement » du Réseau évangélique suisse
AR	Appenzell Rhodes-Extérieures
asut	Association suisse des télécommunications
ATE	Association transports et environnement
ATPN	Association Trinationale de Protection Nucléaire
BE	Berne
BL	Bâle-Campagne
BS	Bâle-Ville
CCIG	Chambre de commerce, d’industrie et des services de Genève
CFC	Commission fédérale de la consommation
CFNP	Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
CI CDS	Communauté d’intérêt du commerce de détail Suisse
CSN	Commission fédérale de sécurité nucléaire
CVCI	Chambre Vaudoise du commerce et de l’industrie
DSV	Association faîtière des gestionnaires suisses des réseaux de distribution
DTAP	Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l’aménagement du territoire et de l’environnement
EnDK	Conférence des directeurs cantonaux de l’énergie
EPF	Écoles polytechniques fédérales
FER	Fédération des Entreprises Romandes
FMV	Forces Motrices Valaisannes
FRS	route suisse, Fédération routière suisse
FSE	Fondation suisse de l’énergie
GE	Genève
GGG	Gruppe Grosser Stromkunden (groupe des gros consommateurs d’électricité)
GL	Glaris
GR	Grisons
hkbb	Handelskammer beider Basel (chambre de commerce des deux Bâle)
IGEB	Groupement d’intérêt des industries à consommation intensive d’énergie
JU	Jura
kf	Konsumentenforum (forum des consommateurs)
LU	Lucerne
MfE	Médecins en faveur de l’Environnement
NE	Neuchâtel
NW	Nidwald

NWA	Nie Wieder Atomkraftwerke
oeco	Églises pour l'environnement
OW	Obwald
PARAT	Partei für Rationale Politik, Allgemeine Menschenrechte und Teilhabe
PEV	Parti Évangélique Suisse
PLR	Les Libéraux-Radicaux
PSR IPPNW	Médecins pour une responsabilité sociale/pour la prévention de la guerre nucléaire
PS	Parti socialiste suisse
PVL	Parti vert'libéral Suisse
SAB	Groupement Suisse pour les régions de montagne
SDCA	Swiss Data Center Association
SG	St-Gall
SH	Schaffhouse
SIA	Société suisse des ingénieurs et des architectes
SKS	Stiftung für Konsumentenschutz (fondation pour la protection des consommateurs)
SO	Soleure
SOKW	Solkraftwerk Wohlen
SPM	Société pour les peuples menacés
SSE	Société Suisse des Entrepreneurs
SSES	Société suisse pour l'énergie solaire
SZ	Schwyz
TG	Thurgovie
TI	Tessin
UDC	Union démocratique du centre
UDF	Union Démocratique fédérale
UR	Uri
usam	Union suisse des arts et métiers
USS	Union syndicale suisse
UVS	Union des villes suisses
VAS	Verband Aargauischer Stromversorger (Association des entreprises argoviennes d'approvisionnement en électricité)
VD	Vaud
VFAS	Association suisse du commerce automobile indépendant
VS	Valais
ZG	Zoug
ZH	Zurich

4. Liste des participants à la consultation

Cantons

Canton d'Argovie (AG)
Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures (AR)
Canton de Bâle-Campagne (BL)
Canton de Bâle-Ville (BS)
Canton de Berne (BE)
Canton de Fribourg (FR)
Canton de Genève (GE)
Canton de Glaris (GL)
Canton des Grisons (GR)
Canton du Jura (JU)
Canton de Lucerne (LU)
Canton de Neuchâtel (NE)

Canton de Nidwald (NW)
Canton d'Obwald (OW)
Canton de Schaffhouse (SH)
Canton de Schwyz (SZ)
Canton de Soleure (SO)
Canton de Saint-Gall (SG)
Canton du Tessin (TI)
Canton de Thurgovie (TG)
Canton d'Uri (UR)
Canton de Vaud (VD)
Canton du Valais (VS)
Canton de Zoug (ZG)
Canton de Zurich (ZH)

Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale

Le Centre
Union Démocratique Fédérale (UDF)
Parti Évangélique Suisse PEV
PLR. Les Libéraux-Radicaux
Les VERT-E-S suisses
Parti vert/libéral Suisse PVL
Union démocratique du centre UDC
Parti socialiste suisse PS

Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national

Groupe suisse pour les régions de montagne (SAB)
Union des villes suisses

Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national

constructionsuisse
economiesuisse
Union suisse des paysans
Société suisse des entrepreneurs (SSE)
Union suisse des arts et métiers (usam)
Union syndicale suisse (USS)

Conférences cantonales

Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP)
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK)

Commission extraparlamentaire

Commission fédérale de la consommation (CFC)
Commission fédérale de sécurité nucléaire (CSN)
Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (CFNP)

Secteur de l'électricité

Alpiq SA
Axpo Services AG
BKW Energie SA
Association faitière des gestionnaires suisses des réseaux de distribution (DSV)

FMV SA
Primeo Management AG
swissnuclear
Swisspower SA
Verband Aargauischer Stromversorger (Association des entreprises argoviennes d'approvisionnement en électricité)
Association des entreprises électriques suisses (AES)

Industrie et services

Chambre du commerce et de l'industrie du canton d'Argovie (AIHK)
asut Association suisse des télécommunications
cemsuisse
Centre Patronal
Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève
Chambre Vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI)
EIT.swiss
Fédération des Entreprises Romandes
Groupe des gros consommateurs d'électricité (GGS)
Handelskammer beider Basel hkbb (Chambre de commerce des deux Bâle)
hotelleriesuisse
Communauté d'intérêt du commerce de détail Suisse (CI CDS)
Groupement d'intérêt des industries à consommation intensive d'énergie (IGEB)
metall.suisse
Société suisse des ingénieurs et des architectes (sia)
scienceindustries
suisse.ing
Swiss Data Center Association
Swissmem
Industrie suisse de la terre cuite

Secteur des transports

auto-suisse
routesuisse, Fédération routière suisse (FRS)
Association suisse du commerce automobile indépendant (VFAS)

Industrie du bâtiment

Energieberatung Sanierungen Architektur

Organisations de défense des locataires ou des bailleurs

Habitat*Durable* Suisse

Organisations de protection des consommateurs

kf Konsumentenforum
Stiftung für Konsumentenschutz (SKS)

Organisations de protection de l'environnement et du paysage

Allianz Atomausstieg
Groupe de travail « Climat et Environnement » du Réseau évangélique suisse
Médecins en faveur de l'environnement
Avocat.e.s pour le climat
ContrAtom
Écologie libérale
Fokus Anti-Atom

Greenpeace Suisse
KLAR SCHWEIZ
Alliance climatique suisse
Grands-parents pour le climat Suisse
oeco Églises pour l'environnement
Paysage Libre Fribourg
Pro Natura Schaffhausen
Pro Natura
Fondation suisse de l'énergie (SES)
Sortir du nucléaire
Fondation suisse pour la pratique environnementale
Umweltfreisinnige St. Gallen
Association suisse pour la protection du climat
Association transports et environnement (ATE)
WWF Suisse

Organisations scientifiques

Conseil des écoles polytechniques fédérales

Organisations actives dans le domaine des cleantech, des nouvelles énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique

aeesuisse
CEO GGS
négaWatt Suisse
SOKW (Solarkraftwerk Wohlen)
Solarspar
Swiss Small Hydro
swisscleantech
Swissolar
Société suisse pour l'énergie solaire (SSES)

Autres organisations actives dans le domaine de la politique et des techniques énergétiques

ACE (groupe de travail « Chrétiens et Énergie »)
AVES (Aktion für vernünftige Energiepolitik Schweiz) Kanton Solothurn
AVES (Aktion für vernünftige Energiepolitik Schweiz) Zug
Club Énergie Suisse
IG Energie SH
Forum nucléaire suisse
NWA Schweiz (Nie Wieder Atomkraftwerke)
PSR IPPNW Suisse
Association Trinationale de Protection Nucléaire
Groupement petit éolien
Verein energie-wende-ja
Verein Kettenreaktion

Villes et communes

Ville de Schaffhouse
Ville de Zurich

Autres participants à la consultation

Bähler Marco
Balmer Schafroth Ursula
Bänziger Esther

Bleiker Markus
Burki Rainer & Biondo Monica
FDP. Die Liberalen Aargau (PLR. Les Libéraux-Radicaux Argovie)
Fessler Erika
Fischer Max
Gasser Susanne
Gerber Rüegg Julia
Société pour les peuples menacés
Grüne Bezirk Dielsdorf (LES VERT-E-S, district de Dielsdorf)
Grüne Nidwalden Ortsgruppe Stans (LES VERT-E-S Nidwald, section de Stans)
Grüne Nidwalden (LES VERT-E-S Nidwald)
Grüne Tessin (LES VERT-E-S Tessin)
Grüne Thurgau (LES VERT-E-S Thurgovie)
Grüne Weinland (LES VERT-E-S Weinland)
Gumpinger Johannes
Hess Marco
Hodel Beat
Hodel Julia
Hodel Kornelia
Hofmann Andreas
Humpel Heinrich
Hunziker Hans
Jeune Parti Évangélique
Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse
Lank Franziska
Mattes Anita & Norbet
Meier Daniel
Meier Martina
Neukomm-Wyder Veronika & Fritz
PARAT-Partei für Rationale Politik, Allgemeine Menschenrechte und Teilhabe
Politbeobachter
Rechsteiner Rudolf, Dr rer.pol.
Riesen Bruno
Sarasin David
Schneeberger Urs
Schwander Rudolf
PS Nidwald
Association des établissements cantonaux d'assurance
Wick Alexander
Wick Marianne
Zauner Renate

Total : 173